



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

N° 67/45

REVUE DE L'ÉCONOMIE DU CANADA EN 1967 ET PERSPECTIVES DE 1968

Discours prononcé par le ministre
du Commerce, M. Robert H. Winters,
en décembre 1967.

Les exportations canadiennes ont continué de s'accroître rapidement en 1967. Malgré le ralentissement général du taux d'expansion du commerce et de la production dans le monde, le Canada peut s'attendre à réaliser l'objectif de 11.25 milliards de dollars fixé pour 1967 par le ministère du Commerce. L'emploi et la production ont également progressé, mais à moins vive allure. La hausse des frais continue d'exercer une pression ascensionnelle sur les prix canadiens et les profits des sociétés ont diminué.

Cette année, l'expansion de la production et du commerce mondiaux a ralenti après plusieurs années de progrès considérable. Un redressement des stocks intervenu aux États-Unis au début de l'année, des conditions de recul en Allemagne et les tendances généralement languissantes de l'activité économique dans les autres pays de l'Europe occidentale et en Grande-Bretagne sont autant de facteurs importants qui ont contribué au ralentissement de l'expansion mondiale. Cependant, ce ralentissement n'a pas été universel; des rythmes vigoureux d'expansion se sont maintenus au Japon et dans un certain nombre d'autres pays qui jouent un rôle important dans le commerce du Canada.

Au Canada, l'activité économique a continué de s'accroître, mais moins rapidement. Le produit national brut pour 1967 a augmenté de quelque 7 pour cent au regard de 1966, mais plus de la moitié de cette hausse s'explique par des prix plus élevés. La production nationale en termes réels n'a augmenté que d'environ 2.5 p. cent ou, si l'on exclut la baisse des récoltes, de 3 p. cent.

En moyenne, l'embauche a accusé en 1967 une hausse de plus de 3 p. cent au regard de l'année précédente. Cependant, les nouvelles occasions d'emploi n'ont pas répondu tout à fait à l'affluence des nouveaux postulants, dont les rangs ont été multipliés par un nombre sans précédent de jeunes gens sortant des écoles et par le plus haut niveau d'immigration depuis dix ans. En conséquence, le chômage est un peu plus élevé qu'il y a un an; sa moyenne pour l'année civile a dépassé légèrement 4 p. cent de l'effectif au regard de 3.6 p. cent en 1966.

Parmi les grands facteurs de la demande, le principal déplacement en 1967 s'est produit dans le secteur des investissements. Les immobilisations

effectuées par les milieux commerciaux n'ont guère augmenté en 1967 après avoir fait des bonds de 15 à 20 p. cent dans chacune des trois années précédentes. Les mises en chantier d'habitations ont augmenté vivement depuis quelques mois et le total des sommes consacrées au logement au cours de l'année civile accuse une hausse modérée. Les immobilisations de tout genre, privées et publiques, ont augmenté de quelque 4 p. cent en 1967, ce qui n'atteint pas le quart du progrès réalisé en 1966.

En même temps, les accroissements de stocks ont été beaucoup plus restreints qu'en 1966, ce qui a contribué temporairement au rythme plus lent de l'activité industrielle tout en étant de nature à stimuler la demande future.

Un élément positif de la demande qui a eu son importance en 1967 a été l'expansion toujours vigoureuse des ventes sur les marchés étrangers. Les exportations de marchandises ont augmenté de 11 p. cent au cours des dix premiers mois de l'année au regard de l'an dernier; pour les 12 mois complets, elles atteindraient l'objectif de 11.25 milliards de dollars fixé pour le Centenaire.

Cet objectif a été annoncé à l'automne de 1966 pour appuyer sur le besoin d'une expansion soutenue des exportations et pour mettre plus en vedette les programmes de stimulation du commerce. On a exhorté individuellement chaque exportateur actuel ou éventuel du Canada à réévaluer son activité d'exportation en vue de contribuer le plus possible à la réalisation de cet objectif.

Au printemps, des délégués commerciaux de toutes les parties du monde ont tenu des entretiens d'un bout à l'autre du Canada pour renseigner les hommes d'affaires sur l'actualité des marchés extérieurs et les possibilités dans leurs propres territoires. A l'automne, des colloques régionaux ont eu lieu dans les grands centres pour familiariser les milieux commerciaux avec les implications et les possibilités résultant de la conclusion des pourparlers commerciaux du Kennedy Round.

On a réussi à réaliser en 1967 l'augmentation prévue d'environ 1 milliard de dollars en exportations de marchandises, malgré le relâchement de la demande dans les principaux marchés d'exportation. Les ventes du Canada aux États-Unis, par exemple, ont augmenté de 17 p. cent alors que les importations totales des États-Unis en provenance de tous les pays ne se sont accrues que de 5 p. cent. La participation du Canada dans le marché d'importation des États-Unis a augmenté rapidement de sorte que notre pays fournit maintenant plus de 26 p. cent de toutes les importations des États-Unis, comparativement à 22.5 p. cent il y a à peine deux ans. Mais les exportations vers la Grande-Bretagne montrent peu de changements pour la troisième année consécutive et les ventes vers la plupart des pays de l'Europe occidentale donnent également l'indication d'un marché plus ouvert dans cette partie du monde. Les plus forts pourcentages d'accroissement ont été enregistrés l'année passée dans les pays qui connaissent une forte expansion nationale comme par exemple le Japon, l'Australie et l'Italie.

Des conditions fort divergentes ont caractérisé le marché en 1967 pour la plupart des produits d'exportation du Canada. Des récoltes de blé supérieures à la normale, surtout dans les principaux pays importateurs, ont apporté un relâchement marqué du marché mondial du blé au cours de la dernière partie de 1967. Par conséquent, la valeur des exportations de blé et de farine

pour l'année qui vient de s'écouler est bien inférieure au niveau record de 1.14 milliard de dollars enregistré en 1966. Un contrat pour deux millions de tonnes qui vient d'être signé avec la Chine continentale devrait contribuer à raffermir le marché non seulement canadien mais mondial du blé.

L'augmentation individuelle, de loin la plus importante dans les exportations, a été enregistrée dans le domaine des produits de l'automobile. Une rationalisation constante des industries canadiennes et américaines découlant de l'Accord sur l'automobile a été accompagnée d'une augmentation sensible dans le commerce bilatéral. Les exportations de produits pour automobiles en 1967 ont de nouveau connu une expansion de plus de 50 p. cent par rapport au chiffre de 1 milliard de dollars enregistré en 1966.

Des progrès encourageants ont également été notés dans les exportations d'autres produits manufacturés. Les ventes de machines, d'équipement de production et de produits de consommation finis, exclusion faite d'automobiles, se sont accrues de 25 p. cent en 1967. Parmi les exportations importantes fondées sur nos ressources, celles du pétrole, du gaz, des métaux de base, de la potasse et du soufre ont augmenté considérablement.

Des contrats importants de ventes d'uranium à terme à la Grande-Bretagne et au Japon ont rehaussé la confiance et redoublé les efforts de cette industrie importante qui est orientée vers l'exportation. Les importations ont aussi fortement augmenté au cours de l'année écoulée, reflétant, comme dans le cas des exportations, l'augmentation des échanges frontaliers portant sur les produits de l'automobile en plus d'une demande intérieure plus forte des articles de consommation. L'augmentation des importations de marchandises a été légèrement inférieure à celle des exportations, laissant ainsi un excédent plus élevé dans la balance commerciale.

Entre-temps, le déficit du Canada au compte des opérations internationales non commerciales est sensiblement inférieur en 1967. Cela est dû principalement à une amélioration importante de l'excédent au compte du tourisme, résultat d'une plus forte activité touristique à l'occasion de l'Expo 67 et des autres activités du Centenaire. L'année 1967 sera clôturée avec un surplus de 350 à 400 millions de dollars provenant du tourisme par comparaison au déficit de 60 millions de dollars en 1966.

La situation de toutes les transactions courantes, en biens et services, s'est améliorée d'une manière remarquable au cours de l'année écoulée. A l'examen des éléments disponibles, il semble que le déficit de 1,137 millions de dollars du compte courant de 1966 a été réduit au moins du quart.

Cependant, d'autres aspects de l'économie sont moins satisfaisants et, à moins de les contrôler, ils pourraient renverser la tendance favorable dans notre balance des paiements et menacer la base même de notre prospérité actuelle.

Malgré une croissance plus lente de la demande et de la production globales durant l'année écoulée, la pression vers la hausse des prix exercée par le coût de production a subi un ralentissement très peu perceptible. A ce jour, les prix des produits manufacturés ont augmenté de 2 p. cent, les prix des articles de consommation ont monté de 3.5 p. cent et l'élément prix

dans le Produit national brut s'est accru de 4.5 p. cent. La tendance vers la hausse du coût par unité se reflète non seulement dans des prix plus élevés, mais aussi dans les bénéfices plus faibles. Les bénéfices globaux des sociétés ont baissé de 6 p. cent jusqu'ici cette année par rapport à l'année passée et, en pourcentage du Produit national brut, ils sont à leur niveau le plus bas de toute la période d'après-guerre.

Les bénéfices jouent un rôle important dans le processus de la croissance comme stimulant à l'expansion et comme source importante de financement d'investissement de nouveaux capitaux. Ainsi, la pression exercée sur les bénéfices est sans doute un facteur important dans la tendance actuelle plutôt hésitante manifestée dans les investissements des entreprises. Les renseignements que nous possédons sur les projets d'investissements des entreprises pour 1968 n'indiquent aucune tendance vers une hausse du niveau actuel des immobilisations. Bien que les dépenses en immobilisations soient assez élevées par rapport aux années précédentes et par rapport aux niveaux internationaux, les programmes de modernisation et d'expansion doivent avoir un libre accès si les fabricants canadiens veulent être en mesure de faire la concurrence dans les occasions qui se présenteront sur les marchés intérieur et extérieur.

Le dilemme actuel de l'inflation provient du ralentissement de la productivité et la difficulté s'aggrave en l'occurrence par le fait des demandes continuelles de revenus et des profits plus élevés dans le secteur privé et le secteur public, demandes qui dépassent le rythme de la productivité. Dans l'industrie manufacturière, par exemple, le taux des salaires moyens a augmenté d'environ 7 p. cent l'année dernière, alors que la production par heure-homme n'avait augmenté que de 2 p. cent. De plus, dans le secteur public, l'envergure des nouveaux programmes de dépenses budgétaires a pris des proportions plus rapides que le taux de la production nationale. Une partie des dépenses supplémentaires qui sont entièrement supportées ou financées par le gouvernement fédéral a été amortie par l'accroissement des revenus, mais l'autre portion a dû être compensée par de nouveaux emprunts. C'est la demande accrue de capitaux d'emprunt, ajoutée à notre marché des capitaux où l'on sent déjà la crainte de l'inflation, qui cause la hausse exceptionnelle des taux d'intérêt et, à leur tour, ceux-ci viennent accentuer le mouvement des coûts à la hausse.

En ce moment, le gouvernement fédéral prend des mesures fermes visant à remédier à la situation. Le ministre des Finances nous a fait part de ses objectifs fiscaux qui, essentiellement, sont destinés à réduire sensiblement la prolifération des demandes imposées par le gouvernement à l'économie nationale et, en même temps, à soulager les pressions exercées sur le marché monétaire. Ces mesures constituent un premier pas, indispensable, pour améliorer l'équilibre économique. Il faut absolument que les Canadiens, à tous les niveaux, comprennent qu'il est indispensable de ralentir la course des revenus individuels si le pays veut maîtriser les forces qui menacent la prospérité nationale. Les perspectives du commerce et de l'économie nationale, et, forcément, notre niveau de vie individuel, sont inéluctablement liées au succès des mesures que nous prenons en ce moment pour redresser ces obstacles fondamentaux à notre progrès économique.

On prévoit que les conditions de la demande à l'étranger vont s'améliorer durant la prochaine année. Après le ralentissement enregistré pendant les premiers mois de l'année 1967, le rythme de l'activité industrielle aux

États-Unis indique déjà une tendance à la reprise. La dévaluation de la livre sterling provoquera un bouleversement temporaire dans certains marchés mais elle est destinée, par la suite, à renforcer non seulement l'économie britannique mais à créer une meilleure stabilité monétaire internationale. Les nouveaux progrès économiques prévus en Allemagne de l'Ouest vont donner une nouvelle impulsion à toute l'Europe occidentale. En même temps, l'économie du Japon continue de suivre une courbe ascendante.

A son tour, l'expansion accélérée des pays industrialisés ne peut que renforcer les marchés mondiaux des produits ouvrés et aider, de ce fait, les régions productrices d'aliments et de matières premières. Un relèvement des revenus dans ces régions de production, conjugué à l'extension des programmes d'aide du Canada, doit ouvrir de nouvelles possibilités au commerce avec les pays en voie de développement.

Face à l'amélioration de la situation du commerce international prévue pour 1968, la mise en vigueur de la première série des réductions tarifaires qui seront appliquées aux termes des ententes commerciales du Kennedy Round vont encore améliorer les possibilités d'exportation au cours de cette année.

Il faut que le Canada cherche à bénéficier de ces marchés plus nombreux s'il veut donner à son économie l'impulsion nouvelle qui lui permettra d'atteindre de nouveaux sommets. Afin de tirer parti le plus possible de ces nouvelles possibilités, il faudra beaucoup d'esprit d'invention, d'initiative et de persévérance de la part des exportateurs canadiens, et une bonne dose de sobriété en ce qui concerne des demandes d'augmentation des revenus pour tous les secteurs de la communauté. Plus que tout autre facteur, la concurrence internationale détient la clé qui ouvrira la porte à ce vaste réservoir de possibilités.

Il est dès lors très important, en cherchant les moyens d'encourager l'expansion économique, d'éviter des mesures qui pourraient compromettre notre position concurrentielle sur les marchés mondiaux. Une trop grande stimulation de la demande interne, par exemple, éloignerait inutilement nos ressources et nos énergies des objectifs d'exportation et constituerait un obstacle à l'adaptation nécessaire à un commerce mondial plus ouvert. C'est la raison pour laquelle il est tellement important que les gouvernements et les particuliers modèrent les pressions qu'ils exercent sur l'économie.

Le Canada a devant lui une chance unique de s'implanter sur de nouveaux marchés et d'étendre la base de ses exportations. Si nous réussissons à résoudre ce problème, l'industrie en retirera de grands avantages, de nouveaux emplois seront créés, l'économie sera plus productive et notre position en matière de paiements à l'étranger sera beaucoup plus ferme.

C'est en tenant compte de ces considérations que nous, au ministère du Commerce, avons fixé l'objectif des exportations pour 1968 à 12.3 milliards de dollars. La réalisation de cet objectif nécessitera une augmentation encore plus forte de nos exportations qu'en 1967. Les exportations de produits de l'automobile connaîtront un accroissement beaucoup moins important que celui qui a résulté des phases initiales de la rationalisation. L'objectif de 1968 nécessitera dès lors la réalisation de gains importants dans d'autres catégories de produits d'exportation. L'objectif de l'année prochaine sera difficile à atteindre et il faudra pourtant que nous le fassions si nous voulons que

l'économie progresse à une allure proportionnelle à ses possibilités. Cet objectif a été accepté par le Conseil consultatif de l'exportation.

Le ministère du Commerce essaie de son mieux de faciliter la réalisation de cet objectif. Les programmes de stimulation commerciale subissent une adaptation constante aux conditions changeantes du marché. Cette année encore, on demandera à chaque entreprise qui peut vendre sur des marchés étrangers de réexaminer ses programmes d'exportation en tenant compte de l'objectif national. Le Conseil consultatif de l'exportation, établi il y a un an, joue un rôle particulièrement utile dans l'examen des programmes du ministère en tenant compte des vues des industriels et apporte ainsi une meilleure connaissance des besoins et programmes d'exportation au sein de toute la communauté industrielle. On a accru l'aide financière aux exportations et on est en train d'étudier des programmes supplémentaires destinés à faciliter l'expansion des exportations.

Tout obstacle dans la marche vers un commerce mondial plus libre doit être écarté. Le Canada et d'autres nations commerciales étudient les mesures éventuelles qui pourraient contribuer à un meilleur accès aux marchés internationaux, y compris les moyens de faire participer plus pleinement les nations en voie de développement au commerce international. C'est uniquement au moyen d'une spécialisation internationale et de liens commerciaux plus étroits que les nations du monde pourront récolter tous les fruits d'une technologie hautement spécialisée et des possibilités de production toujours croissantes. Les aménagements du commerce international doivent donner l'occasion de mettre en pratique toutes ces possibilités existantes. Lors d'une réunion ministérielle du GATT qui s'est tenue au mois de novembre, le Canada et d'autres nations commerciales du monde ont marqué leur accord pour une plus grande libéralisation du commerce. Les pays membres ont établi un programme de travail relatif aux problèmes commerciaux qu'il reste à résoudre et surtout destiné à mettre l'accent sur les barrières commerciales à supprimer, et les mesures à prendre pour assurer un progrès constant.

Au moment où le Canada aborde son deuxième siècle d'existence, les facteurs essentiels de notre situation économique se développent et changent de plus en plus rapidement. Les perspectives pour l'année prochaine et pour les années à venir dépendront plus que jamais de l'efficacité avec laquelle nous pourrions nous adapter à ces conditions internationales toujours changeantes.

S/A



7932 25